

# République Centrafricaine - Décembre 2015

## Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence

Depuis les événements militaro-politiques de 2013 qui ont entraîné des violences intercommunautaires de grande ampleur et une dégradation profonde des infrastructures et de l'économie, la République Centrafricaine traverse une crise politique et humanitaire complexe. La population civile souffre de graves violations des droits humains, d'affrontements armés, de vols et pillages et de la destruction de ses moyens de subsistance. Le pays a connu des déplacements massifs de population.

### Situation de la Sécurité Alimentaire

La situation de la sécurité alimentaire s'est fortement détériorée en un an. En septembre 2015, 50 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire (contre 29% en septembre 2014).\*

Environ 15 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire sévère, soit environ 586 000 personnes. Ces ménages ont une consommation alimentaire extrêmement pauvre et insuffisante, ils sont dans une situation de très grande vulnérabilité économique et recourent à des stratégies qui mettent en péril leurs moyens de subsistance future de manière irréversible.

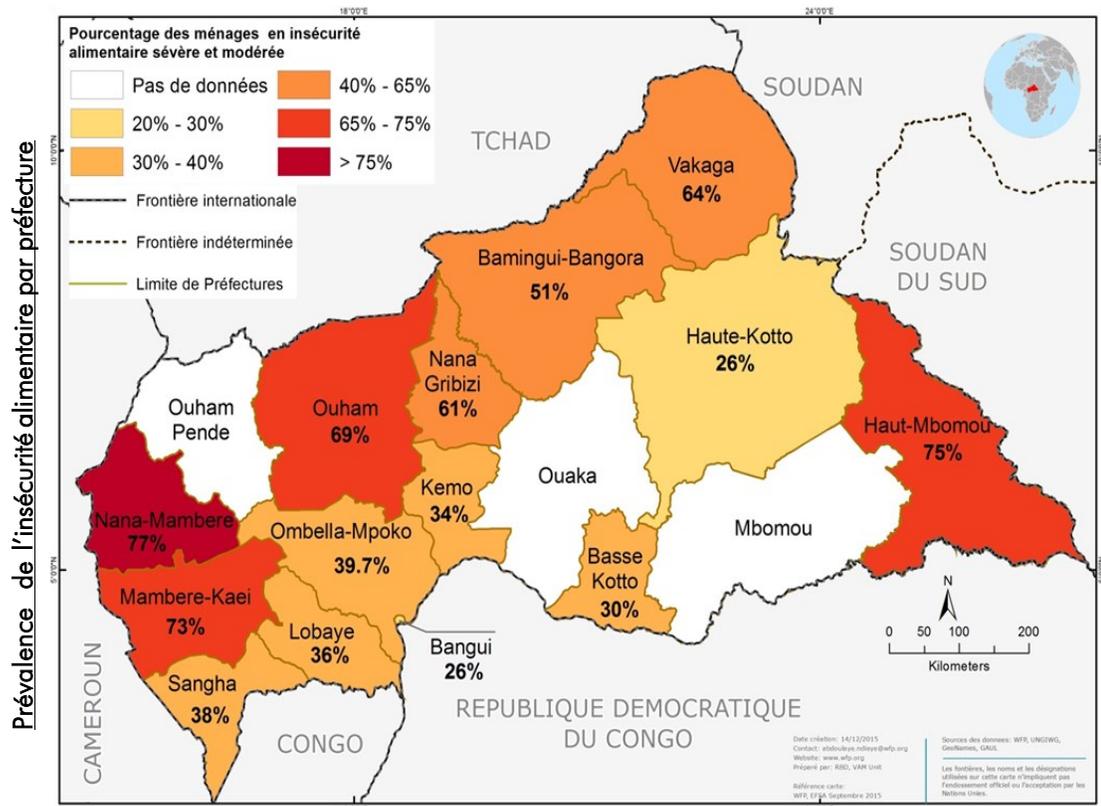
Environ 1,36 million de personnes se trouvent en insécurité alimentaire modérée (35,3% de la population). Ces ménages ont une consommation alimentaire limite, sont vulnérables économiquement et recourent à des stratégies d'adaptation de crise qui mettent en péril leurs moyens de subsistance future.

\*Ces données ne couvrent pas les préfectures de Ouaka, Ouham Pendé et Mbomou pour des raisons sécuritaires et de vols des données. Le chiffre de la population totale utilisé est de 3,8 millions (population totale moins celle des trois préfectures).

Lutter contre la faim dans le monde

Régions avec le pourcentage le plus élevé (>69%) de ménages en insécurité alimentaire : Nana Mambéré, Mambere Kadei, Ouham, Haut Mbomou.

La proportion des ménages en insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages déplacés dans des familles d'accueil (63,5%), chez les déplacés qui vivent dans des camps/sites/enclaves (52%) et les retournés (53%).



## Causes de l'insécurité alimentaire et de sa détérioration

La situation déjà fragile de la sécurité alimentaire s'est fortement détériorée. Au bout de trois ans de crise, les ménages ont vu leurs ressources progressivement s'éroder, alors que l'insécurité et les déplacements se poursuivent.

**Épuisement des actifs des ménages** : 37% des ménages ne peuvent vendre des actifs productifs et 35% ne peuvent vendre des actifs domestiques car ils n'en n'ont plus ; 20,6% n'ont plus d'épargne.

**Recours accru à des stratégies d'adaptation dommageables et irréversibles** : 38% des ménages recourent à une stratégie d'urgence (mendicité, activités illégales, vente de la maison ou de terrain), 30,4% utilisent une stratégie de crise (réduction des dépenses santé et éducation, vente d'actifs productifs, retrait des enfants de l'école).

**Persistance de l'insécurité et des déplacements** : 18% des ménages sont des déplacés et 27% d'anciens déplacés maintenant rentrés. Parmi eux 55% le sont depuis moins d'un an. Ces déplacements contribuent à la grande pauvreté des ménages contraints d'abandonner leurs avoirs. Un tiers des ménages ont accueilli des déplacés ou réfugiés au cours des 12 derniers mois ce qui contribue aussi à l'épuisement de leurs ressources.

**Pratique réduite d'une agriculture principalement de subsistance** : un tiers des ménages n'a pas cultivé pendant la saison 2014-2015, en raison de la situation sécuritaire et du manque de terre (déplacement). Environ 54% des ménages manquent de semences, 45% manquent d'outils. Pratiquement aucun ménage n'a d'animaux d'attelage ce qui limite la taille des surfaces cultivées. Seuls 30,5% des ménages possèdent des animaux d'élevage.

**Mauvaises disponibilités en produits agricoles et prix élevés** : Les récoltes sont médiocres en raison du manque de semences et de la baisse significative des superficies cultivées. En raison des conflits, les marchés tournent au ralenti et les prix des denrées alimentaires restent élevés.

**Consommation alimentaire** : La situation s'est beaucoup dégradée. Environ 15% des ménages ont une consommation pauvre (6% en 2014). Leur régime alimentaire (céréales 2 fois/semaine ; légumes 4 jours semaine) est très peu varié et insuffisant. Environ 29% des ménages ont une consommation limite (contre 18% en 2014).

**Part des dépenses consacrées à l'alimentation** (indicateur de vulnérabilité économique) : Environ 39% des ménages consacrent plus de 75% de leurs dépenses aux achats de nourriture.

Les ménages dépensent 19 dollars par personne/mois ce qui est en dessous du seuil de pauvreté.

## Recommandations

- ⇒ Poursuivre une assistance alimentaire d'urgence aux ménages déplacés et retournés de moins de 6 mois pour éviter une rapide détérioration de leur situation et permettre la reprise des activités ;
- ⇒ Assurer un soutien aux producteurs agricoles à travers une assistance alimentaire et technique pour une relance de l'agriculture ;
- ⇒ Appuyer les ménages en insécurité alimentaire modérée pour reconstituer leurs actifs productifs et renforcer leur résilience ;
- ⇒ Constituer un filet de sécurité à travers les activités de cantines scolaires d'urgence ;
- ⇒ Apporter un appui à la réhabilitation des infrastructures à travers les activités Vivres pour la création d'avoirs.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

MINISTÈRE CHARGE DU DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL

Représentant **PAM République Centrafricaine** : [bienvendu.djossa@wfp.org](mailto:bienvendu.djossa@wfp.org)

**PAM Bureau Régional Dakar** : [RBD.VAM@wfp.org](mailto:RBD.VAM@wfp.org)

**PAM Siège** : [rossella.bottone@wfp.org](mailto:rossella.bottone@wfp.org), Spécialiste de la sécurité alimentaire